



10ème Congrès Tripartite
9 février 2006 à Freiburg i. Br.

Avenir du Rhin Supérieur dans l'Europe élargie
Zukunft Oberrhein im erweiterten Europa

10. Dreiländerkongress
9. Februar 2006 in Freiburg i. Br.

Groupe de Travail

« Politique / Avenir de la coopération transfrontalière »

Arbeitsgruppe

„Politik / Zukunft der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit“

Atelier 2

**« Coopération avec d'autres espaces en Europe »
coordonné par le Département du Bas-Rhin**

Workshop 2

**„Kooperation mit anderen europäischen Räumen“
Koordinierung: Departement Bas-Rhin**



Avant-propos

Il y a plus de 15 ans maintenant, avant même l'ouverture des frontières en Union Européenne, les pouvoirs publics des quatre régions du Rhin supérieur ont décidé de s'engager dans la voie d'une coopération de voisinage. Celle-ci s'est d'abord inscrite dans un processus d'intensification de l'information mutuelle de frontière à frontière. Puis, rapidement, au début des années 90, les réalités physiques entraînées par les Accords de Schengen instaurant la libre circulation des individus et des biens entre pays frontaliers ont ainsi laissé place à une plus grande mobilité. Ces éléments ont encouragé les collectivités de part et d'autre à franchir elles aussi une étape supplémentaire vers une forme de coopération dont l'objectif premier était l'apprentissage réciproque du fonctionnement de l'autre. Par ailleurs, avec l'arrivée de programmes pilotes européens immédiatement suivis du Programme d'Initiative Communautaire (PIC) INTERREG I, on passa du stade de l'information mutuelle à une forme de coopération plus intégrée par la concrétisation de premiers projets communs. Ce fut la naissance de la coopération transfrontalière en région du Rhin Supérieur avec la création des premières structures d'information au public. L'implication de bon nombre de collectivités a pu se mesurer à travers toutes ces années par l'initiation et l'accompagnement de très nombreux projets dans les domaines les plus divers (santé, environnement, jeunesse, économie, transports, éducation-formation, sécurité...). Résolument tournés vers l'avenir, tout en restant fortement impliqués dans une coopération de proximité qui nous avait amené à nous tourner d'abord et naturellement vers nos voisins immédiats, mais aussi forts de cette expérience à travers laquelle nous avons pu mesurer les avantages et les contraintes à tisser des liens au-delà des frontières nationales,

Vorwort

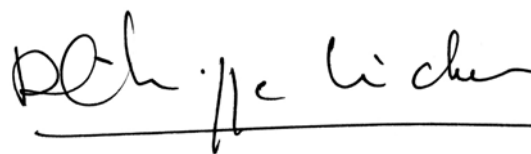
Vor über 15 Jahren, bereits vor der Öffnung der Grenzen innerhalb der Europäischen Union, beschlossen die Staatsorgane der vier Oberrheinregionen, sich für die nachbarschaftliche Zusammenarbeit einzusetzen. Zunächst ging es in erster Linie um einen verstärkten grenzüberschreitenden Informationsaustausch. Zu Beginn der 90er Jahre führte das Schengener Abkommen mit der Einführung der Freizügigkeit von Personen und Gütern zwischen Nachbarländern rasch zu mehr Mobilität. Auch die Körperschaften auf beiden Seiten der Grenze fühlten sich dadurch ermutigt, eine Form der Zusammenarbeit in die Wege zu leiten, deren Hauptanliegen in der gegenseitigen Unterrichtung über die jeweilige Funktionsweise bestand. Mit der Einrichtung europäischer Pilotprogramme, auf die das Programm der Gemeinschaftsinitiative (PGI) INTERREG I folgte, gelang der Übergang der gegenseitigen Information zu einer integrierteren Form der Zusammenarbeit durch die konkrete Umsetzung der ersten gemeinsamen Projekte. Das war der Startschuss für die grenzüberschreitende Zusammenarbeit in der Oberrheinregion einhergehend mit der Einrichtung erster öffentlicher Informationsstrukturen. Die Einbeziehung zahlreicher Körperschaften ließ sich über all die Jahre hinweg an der Initiierung und Verfolgung zahlreicher Projekte auf den unterschiedlichsten Gebieten messen (Gesundheit, Umwelt, Jugend, Wirtschaft, Verkehr, Bildung/Ausbildung, Sicherheit etc.). Unsere Orientierung an der Zukunft, aber auch unser Engagement in der kleinräumigen Zusammenarbeit veranlasste uns, uns zunächst unseren direkten Nachbarn zuzuwenden. Auf Grund dieser Erfahrung, durch die wir die Vorzüge und Zwänge dieser grenzüberschreitenden Verbundenheit

ainsi quelques-uns d'entre nous ont choisi de s'ouvrir également sur des pays plus lointains, initiant ainsi des partenariats dits "décentralisés". C'est qu'entre Rhin Supérieur et Pays d'Europe Centrale et Orientale, mais aussi avec des contrées plus lointaines tels que Madagascar ou encore le Canada, sont nés de multiples partenariats.

Cependant, malgré des contacts quotidiens dans le cadre d'une coopération transfrontalière de proximité, nous avons été frappés de notre degré d'ignorance réciproque entre collectivités rhénanes quant à nos actions décentralisées respectives. Cette prise de conscience a notamment eu lieu dans le cadre des travaux préparatoires au 10^{ème} Congrès Tripartite dont le thème « *l'Avenir du Rhin Supérieur dans l'Europe élargie* » se propose de faire le lien entre coopérations d'ici et d'ailleurs. De plus, dans ce contexte, il fut flagrant de constater que l'on ne disposait pas non plus d'éléments concrets sur la nature, la forme et le degré des coopérations existantes. Fort de ce constat, le Département du Bas-Rhin s'est proposé de réaliser une étude en lien étroit avec le thème du congrès et dont l'objectif était de rassembler toutes ces informations. C'est ainsi que le Département du Bas-Rhin a consulté, au cours du printemps 2005, 62 collectivités du Rhin Supérieur situées dans le Palatinat du Sud, dans le Pays de Bade, en Suisse du Nord-Ouest et en Alsace. La finalité de l'étude portée par le Département du Bas-Rhin est double : d'une part, établir un état des lieux des partenariats existants de façon à mutualiser l'information. D'autre part, les résultats doivent pouvoir servir de base afin de guider les instances décisionnelles qui auront à se prononcer dans le cadre des options futures à retenir en terme de coopération décentralisée notamment eu égard à l'arrivée de dix nouveaux Etats membres de l'Union Européenne et des enjeux que présente la nouvelle période de programmation des aides communautaires 2007/2013.

einschätzen lernten, haben einige von uns entschieden, sich auch weiter entfernt liegenden Ländern zu öffnen und so genannte „dezentralisierte“ Partnerschaften anzuregen. So sind zwischen Oberrhein und den Zentral- und Osteuropäischen Ländern, aber auch weiter entfernten Regionen wie Madagaskar oder Kanada zahlreiche Partnerschaften entstanden.

Trotz der täglichen Kontakte im Rahmen der kleinräumigen grenzüberschreitenden Zusammenarbeit waren wir jedoch überrascht, wie wenig wir hinsichtlich der jeweiligen dezentralisierten Aktionen voneinander wussten. Dies fiel insbesondere im Rahmen der Vorbereitung auf den 10. Dreiländerkongress zum Thema „*Die Zukunft des Oberrheins in einem erweiterten Europa*“ auf, der sich mit der Verknüpfung der hiesigen und der dortigen Zusammenarbeit befasst. Außerdem fiel in diesem Zusammenhang auf, dass nicht genug konkrete Fakten zur Art, Form und zum Grad der bestehenden Kooperationen vorliegen. Auf der Grundlage dieser Ausgangsbasis schlug das Departement Bas-Rhin vor, mit engem Bezug auf das Kongresssthema eine Studie durchzuführen, in deren Rahmen diese Informationen gesammelt werden sollen. So hat das Departement Bas-Rhin im Frühjahr 2005 62 oberrheinische Körperschaften aus der Südpfalz, aus Südbaden, aus der Nordwestschweiz und aus dem Elsass befragt. Die Studie verfolgt ein zweifaches Ziel: Einerseits ist die Erstellung einer Übersicht über die bestehenden Partnerschaften zwecks Informationsaustausch angestrebt. Andererseits sollen die Ergebnisse den Entscheidungsträgern als Basis für Beschlüsse im Rahmen zukünftiger Optionen im Bereich der dezentralisierten Zusammenarbeit dienen, insbesondere im Hinblick auf den Eintritt der zehn neuen Mitgliedsländer der Europäischen Union und die Auswirkungen, die die Neuverteilung von Gemeinschaftsmitteln 2007/2013 mit sich bringt.



Philippe RICHERT
Vice-Président du Sénat
Président du Conseil Général du Bas-Rhin

2006 - Une année charnière pour la politique régionale communautaire

L'année 2006 connaîtra une importante réforme qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2007. Les propositions faites par la Commission Européenne dans sa communication du 14 juillet 2004 tiennent naturellement compte de l'élargissement et des objectifs européens de Lisbonne et Göteborg. Cette réforme vise donc à rendre les actions structurelles plus ciblées sur les orientations stratégiques de l'Union Européenne et plus concentrées sur les régions les moins favorisées. La stratégie et les ressources de la politique de cohésion seront réorganisées autour de trois nouveaux objectifs prioritaires : convergence, compétitivité et emploi, coopération. Pour pouvoir prétendre à des fonds structurels, le Rhin Supérieur devra prendre en compte ces nouvelles orientations, dans la définition de son programme d'action et des relations avec ses partenaires.

L'ouverture de la coopération aux pays de l'Est doit apparaître comme une chance pour les collectivités du Rhin Supérieur. Souvent cité comme modèle d'intégration, le Rhin Supérieur se doit, dans la mesure du possible, de répondre aux demandes de « conseil » qui lui parviennent. L'espace rhénan est de nature dynamique. Il a derrière lui plus de 15 ans de coopération et connaît les difficultés qui peuvent survenir dans le cadre de la coopération. Il s'agit donc de mettre en place des réseaux d'échanges avec les nouveaux pays, pour leur faire partager l'expérience du Rhin Supérieur, mais aussi pour mieux connaître ces nouveaux partenaires et apprendre d'eux.

L'enjeu de cet objectif, basé sur les réalisations et le succès d'Interreg, est d'intensifier la coopération à trois niveaux : transfrontalière par des programmes conjoints, transnationale et interrégionale par des réseaux de coopération et d'échanges d'expériences sur l'ensemble de l'Union. Le tout doit permettre un développement équilibré, harmonieux et durable du territoire européen. Les priorités soutenues seront : l'innovation, l'environnement et la prévention des risques, l'accessibilité aux réseaux, les activités conjointes de recherche et développement technologique, la culture et l'éducation. Par ailleurs, les programmes des objectifs « convergence » et « compétitivité » couvriront des actions de coopération spécifiquement interrégionales.

En conséquence, il s'agit pour le Rhin Supérieur de s'ouvrir à de nouveaux partenaires et d'organiser des transferts d'expériences, tout en continuant d'approfondir la coopération transfrontalière locale.

Les nouveaux membres de l'Union Européenne et l'impact de l'élargissement

Les nouveaux Etats membres présentent une certaine similitude : leur PIB se trouve en deçà de la moyenne des 15 autres pays de l'UE et ils ont subi quarante ans de dictature communiste. Leurs ressources sont limitées alors que le besoin de projets d'infrastructures et de programmes sociaux est très grand. Pour apprendre à gérer les crédits communautaires, ils auront sans doute besoin de conseils des anciens pays membres.

L'élargissement est avant tout un événement historique fort puisqu'il réunit le continent européen, déchiré par l'antagonisme Est-Ouest et la Guerre Froide. Toutefois il n'est pas sans conséquence, surtout économiques.

Une des priorités de la nouvelle politique régionale sera donc de relever le niveau de vie des nouveaux pays membres le plus rapidement possible pour rattraper celui des autres Etats membres. Cette intégration sera soutenue par l'accès aux fonds et programmes européens. Les ressources de l'Union étant limitées, elles seront distribuées prioritairement à ces nouveaux membres, ce qui signifie par ricochet une diminution des dotations pour les anciens pays membres. Les nouveaux membres attireront sans doute des investissements de sociétés européennes et ils tireront partie de l'accès aux financements européens en faveur de leur développement régional et social. Malgré tout, l'extension

2006 – Ein entscheidendes Jahr für die regionale Europapolitik

Im Jahr 2006 wird eine bedeutende Reform durchgeführt, deren Bestimmungen zum 1. Januar 2007 in Kraft treten. Die Vorschläge, die die Europäische Kommission in ihrer Mitteilung vom 14. Juli 2004 gemacht hat, berücksichtigen natürlich die Erweiterung und die in Lissabon und Göteborg formulierten Zielsetzungen der Union.

Durch diese Reform sollen die Strukturmaßnahmen mehr auf die strategischen Orientierungen der Europäischen Union und auf die Regionen mit dem größten Entwicklungsrückstand ausgerichtet werden. Die Strategien und Mittel der Kohäsionspolitik werden sich auf drei neue vorrangige Zielsetzungen konzentrieren: Konvergenz, Wettbewerb und Arbeit, Zusammenarbeit.

Zum Erhalt von Strukturmitteln wird der Oberrhein bei der Festlegung seines Aktionsprogramms und der Beziehungen zu seinen Partnern diese neuen Orientierungen berücksichtigen müssen.

Die Erweiterung der Zusammenarbeit auf osteuropäische Länder muss von den oberrheinischen Körperschaften als Chance begriffen werden. Die häufig als Integrationsmodell angesehene Oberrheinregion sollte im Bereich ihrer Möglichkeiten auf an sie gerichtete „Beratungsanfragen“ antworten können. Das Oberrheingebiet ist dynamisch. Seit mehr als 15 Jahren gibt es hier grenzüberschreitende Zusammenarbeit, und die Schwierigkeiten, die im Rahmen dieser Zusammenarbeit auftreten können, sind bestens bekannt. Es müssen folglich Netzwerke für den Informationsaustausch mit den neuen Ländern eingerichtet werden, damit diese an den Erfahrungen des Oberrheins teilhaben können, aber auch, um diese neuen Partner besser kennen zu lernen und von ihnen zu lernen.

Ziel ist es, basierend auf der Umsetzung und auf dem Erfolg von Interreg, die Zusammenarbeit auf drei Ebenen zu verstärken: auf grenzüberschreitender Ebene durch gemeinsame Programme, auf transnationaler und interregionaler Ebene durch Netzwerke zur Zusammenarbeit und zum Erfahrungsaustausch in der ganzen Europäischen Union. Dies alles dient der nachhaltigen, harmonischen und ausgewogenen Entwicklung der europäischen Gemeinschaft. Dabei sind folgende Bereiche vorrangig: Innovation, Umwelt und Risikovorsorge; Zugang zur Informationsgesellschaft; gemeinsame Forschungsaktivitäten und technologische Entwicklung; Kultur und Bildung.

Im Übrigen werden die Programme zur „Konvergenz“ und zum „Wettbewerb“ speziell interregionale Kooperationsaktionen umfassen.

Für den Oberrhein bedeutet das somit die Notwendigkeit, sich neuen Partnern zu öffnen und einen Erfahrungsaustausch zu organisieren, während die grenzüberschreitende Zusammenarbeit vor Ort weiterhin vertieft wird.

Die neuen Mitglieder der Europäischen Union und die Auswirkung der Erweiterung

Die neuen Mitgliedsstaaten haben bestimmte Gemeinsamkeiten: Das BIP ist niedriger als im Durchschnitt der 15 anderen EU-Länder, und sie haben vierzig Jahre unter der kommunistischen Diktatur gelitten. Ihre Mittel sind begrenzt, während ihr Bedarf an Infrastruktur- und Sozialprojekten sehr hoch ist. Für den Umgang mit den Gemeinschaftsmitteln werden sie zweifellos den Rat der alten Mitgliedsländer benötigen.

Die Erweiterung ist vor allem ein großes historisches Ereignis, wird doch der europäische Kontinent, der durch den Ost-West-Konflikt und den Kalten Krieg geteilt war, wieder vereint. Allerdings bleibt dies nicht ohne Folgen, insbesondere auf wirtschaftlicher Ebene.

Eines der vorrangigen Ziele der neuen Regionalpolitik wird darin bestehen, den Lebensstandard der neuen Mitgliedsländer so schnell wie möglich anzuheben, damit sie den Rückstand zu den anderen Mitgliedsländern aufholen können. Diese Integration wird durch die Gewährung des Zugangs zu den

du marché et sa plus grande intégration devrait bénéficier à tous, tant aux nouveaux qu'aux anciens membres. Un élargissement de cette échelle suppose aussi des changements dans les relations extérieures, surtout avec les pays situés à l'Est, qui deviennent de nouveaux voisins.

Résultats d'une étude empirique

Grâce à une enquête menée par questionnaire auprès de 62 collectivités du Rhin Supérieur, il est possible de donner un panorama des relations de coopération entre l'espace rhénan et les Pays de l'Est. Le taux de réponse a été d'environ 70 %.

24 collectivités du Rhin Supérieur ont déclaré avoir déjà établi un ou plusieurs partenariats avec des Pays de l'Est ou être en passe de le faire à très court terme.

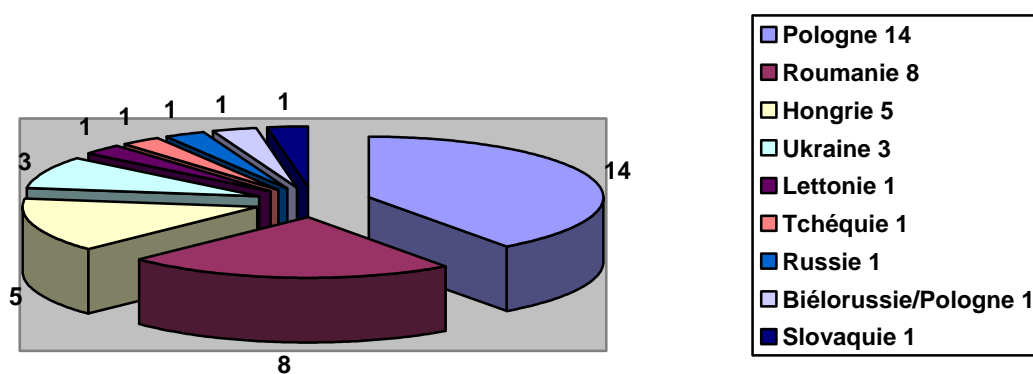
Au total **35 partenariats sont tissés** à l'heure actuelle et deux réseaux mis en place (le Club de Strasbourg et le 4er Netzwerk).

Force est de constater que la répartition géographique des partenariats est très inégale. Il ressort clairement que la Pologne est le partenaire privilégié des collectivités du Rhin Supérieur avec 14 partenariats. Quasiment toutes les régions frontalières sont couvertes par des partenariats.

La Roumanie arrive en deuxième position, avec 8 partenariats. Toutefois, les partenariats tissés avec ce pays semblent encore plus relever de la solidarité internationale que de l'intégration européenne.

Trois logiques principales président à la conclusion des partenariats : promouvoir l'amitié entre les peuples, exploiter des potentialités de développement économique, venir en aide à des pays connaissant d'importantes difficultés (logique de l'aide humanitaire).

Graphique 1 : **Partenariats en place ou prévus :**



Les **axes privilégiés** sont toujours **la culture et la jeunesse** (cités 22 fois), ainsi que **l'économie** (relations entre entreprises, développement rural et urbain, aménagement du territoire, tourisme) (cité 17 fois).

La motivation première à la conclusion de partenariats est la volonté d'apprendre à se connaître, de construire une Europe de la paix, de tisser des liens d'amitié forts entre les peuples.

Malgré tout, on observe dans les partenariats, surtout les plus récents, un développement des préoccupations environnementales (eau, déchets) et sociales (politique seniors, égalité, handicap).

Le transfert d'expérience en matière de coopération transfrontalière se met également en place, notamment avec des Eurorégions polonaises. De même, certaines collectivités du Rhin Supérieur travaillent déjà en collaboration avec des collectivités des Pays de l'Est pour répondre à des appels à propositions de la Commission Européenne.

europäischen Fördermitteln und Programmen unterstützt. Da die Mittel der Union begrenzt sind, werden sie vorrangig an die neuen Mitglieder ausbezahlt, was indirekt eine Minderung der Zuweisungen an die alten Mitgliedsstaaten zur Folge hat. Die neuen Mitglieder werden sicherlich ein attraktiver Markt für europäische Investoren und von dem Zugang zu den europäischen Fördermitteln zu Gunsten ihrer regionalen und sozialen Entwicklung profitieren können. Nichtsdestotrotz muss die Erweiterung des Marktes und die Integration neuer Mitglieder allen zu Gute kommen, sowohl den neuen wie auch den alten Mitgliedern. Eine Erweiterung dieses Ausmaßes setzt außerdem einen Wandel der Außenbeziehungen voraus, vor allem, was die osteuropäischen Länder betrifft, die zu neuen Nachbarn werden.

Ergebnisse einer empirischen Studie

Bei 62 Körperschaften des Oberrheins wurde per Fragebogen eine Untersuchung durchgeführt. Die Ergebnisse ermöglichen einen Überblick über die Zusammenarbeit zwischen dem Oberrhein und den osteuropäischen Staaten.

Die Antwortquote betrug ungefähr 70 %.

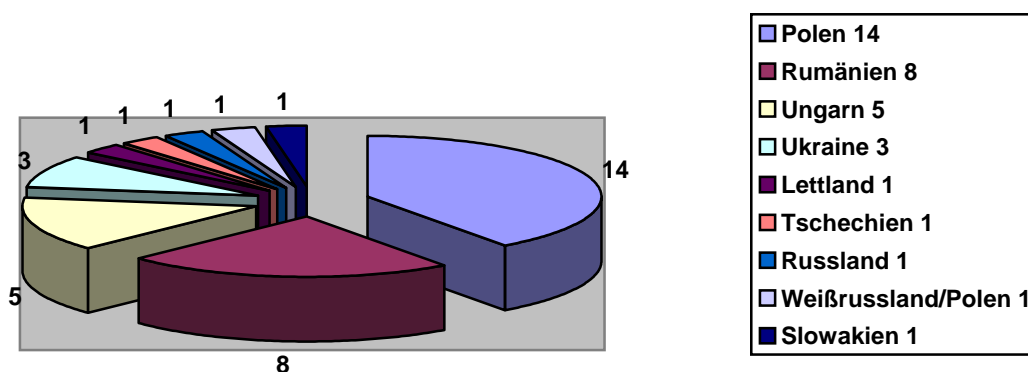
24 Körperschaften des Oberrheins erklärten, bereits eine oder mehrere Partnerschaften mit osteuropäischen Staaten eingegangen zu sein oder kurz davor zu stehen.

Insgesamt **35 Partnerschaften** und zwei Netzwerke (Club de Strasbourg und 4er Netzwerk) wurden bis jetzt initiiert.

Es muss festgestellt werden, dass die geographische Verteilung der Partnerschaften sehr heterogen ist. Es wird deutlich, dass Polen mit 14 Partnerschaften der bevorzugte Partner des Oberrheins ist. In fast allen Grenzregionen gibt es Partnerschaften.

Rumänien kommt mit 8 Partnerschaften an zweiter Stelle. Noch scheinen die mit diesem Land geknüpften Partnerschaften jedoch eher von internationaler Solidarität als von europäischer Integration geprägt zu sein. Beim Abschluss von Partnerschaften spielen 3 Ziele eine wichtige Rolle: Förderung der Freundschaft zwischen den Völkern, Ausschöpfung des Potenzials der wirtschaftlichen Entwicklung und Hilfeleistung für Länder, die große Schwierigkeiten haben (Motivation : Wohltätigkeit).

Graphik 2: Laufende oder geplante Partnerschaften:



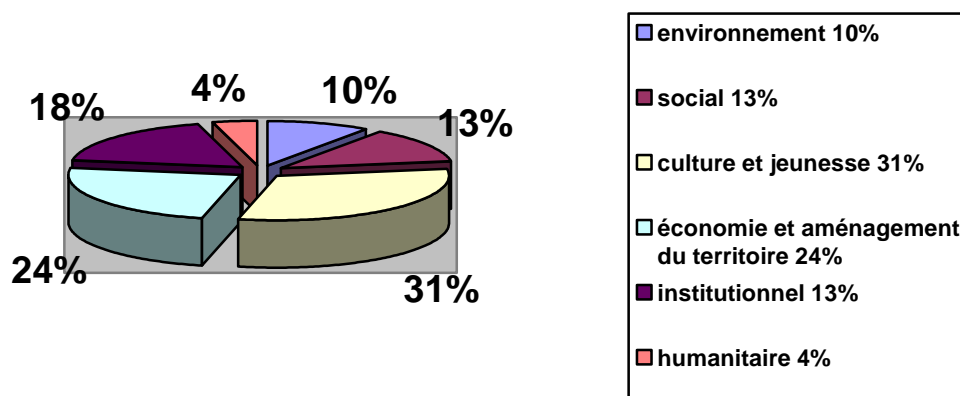
Die **bevorzugten Bereiche** sind weiterhin **Kultur und Jugend** (22 Nennungen) sowie **Wirtschaft** (Beziehungen zwischen Unternehmen, ländliche und städtische Entwicklung, Raumordnung, Tourismus) (17 Nennungen).

Die nächstliegende Motivation beim Abschluss von Partnerschaften ist der Wunsch, sich kennen zu lernen, ein friedliches Europa aufzubauen und starke Freundschaften zwischen den Völkern zu knüpfen.

La plupart des partenariats s'articulent autour de plusieurs axes de coopération (voir annexe 2 pour une approche par pays et 3 pour les axes exploités par les collectivités du Rhin Supérieur) et s'il y a un seul axe de coopération, il s'agit de la culture.

Il n'est pas possible de dégager un axe principal de coopération par pays. Dès lors, il conviendrait pour l'avenir de tenter d'instaurer une certaine complémentarité.

Graphique 3 : **Répartition thématique des axes :**



A côté des partenariats classiques, cette étude a permis de faire connaître l'existence de **deux réseaux**, de taille différente : le Club de Strasbourg, qui réunit 35 villes des 10 nouveaux pays membres plus la Roumanie et la Bulgarie, et le 4er Netzwerk associant des partenaires régionaux tels que la Bourgogne (F), la Bohême Centrale (Rép. Tchèque), la Voïvodie d'Opole (PL) et la Staatskanzlei Rheinland Pfalz (D).

Le Club de Strasbourg est né en 2003. Il s'est donné pour objectif de favoriser les échanges d'expériences, d'aborder des thématiques communes aux villes européennes de moyenne et grande taille et d'appuyer, auprès des institutions européennes, la prise en compte des enjeux de développement communs aux grandes agglomérations. Les maires se réunissent chaque année en mai en séance plénière à Strasbourg. Des projets concrets dans les domaines de la culture, du transport et des déplacements urbains ainsi que des fonds structurels se sont mis en place :

- séminaire de formation à la connaissance et à l'utilisation des fonds structurels communautaires du 21 au 23 septembre 2004 ;
- réponse à un appel à proposition en matière de transports publics urbains dans le cadre du programme européen URBACT et formation sur les transports et les déplacements urbains et l'utilisation de fonds européens ;
- création de dispositifs d'allocation de bourses pour les étudiants et les artistes.

Le « 4er Netzwerk der Regionalpartner » est lui aussi né en 2003 de la mise en réseau de deux partenariats existants, celui de la Staatskanzlei Rheinland Pfalz (D) avec la Voïvodie d'Opole (PL) et celui de la région de Bourgogne (F) avec la Bohême Centrale (Rép. Tchèque). Elle s'inscrit dans la promotion de l'intégration des nouveaux Etats membres et leur permet d'exploiter au mieux leurs potentiels. Des projets concrets sont élaborés, y compris dans le cadre de programmes communautaires. Cela a été le cas dans le domaine de la formation, de l'art, du sport, de l'extension urbaine et de la préservation de l'environnement.

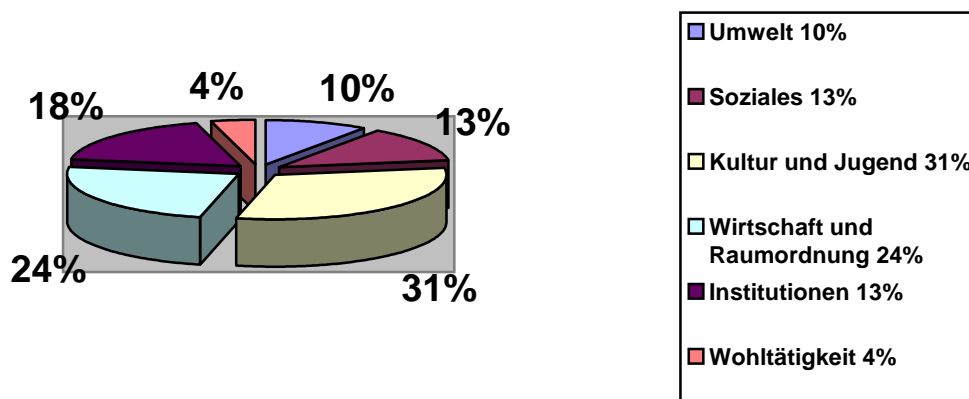
Nichtsdestotrotz lässt sich insbesondere bei den kürzlich geschlossenen Partnerschaften eine zunehmende Beschäftigung mit Umweltfragen (Wasser, Müll) und Sozialfragen (Seniorenpolitik, Gleichheit, Behinderung) feststellen.

Auch die Weitergabe von Erfahrungen im Bereich der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit insbesondere mit den polnischen europäischen Regionen hat begonnen. Außerdem arbeiten bestimmte Körperschaften des Oberrheins bereits mit Körperschaften der osteuropäischen Länder zusammen, um an Ausschreibungen der Europäischen Kommission teilnehmen zu können.

Die meisten Partnerschaften kooperieren in mehreren Bereichen (siehe Anhang 2 für die Übersicht nach Ländern und Anhang 3 für die Bereiche der Körperschaften des Oberrheins). Wenn es nur einen Kooperationsbereich gibt, handelt es sich um den Bereich Kultur.

Es ist nicht möglich, die Hauptgebiete der Kooperation pro Land einzeln zu betrachten. Dahingehend sollten in Zukunft gewisse Ergänzungen versucht werden.

Graphik 4: Thematische Aufteilung:



Neben klassischen Partnerschaften wurden dank der Studie **zwei Netzwerke** unterschiedlicher Größe bekannt: der Club de Strasbourg, der 35 Städte in den 10 neuen Mitgliedsländern plus Rumänien und Bulgarien vernetzt, und das 4er Netzwerk mit regionalen Partnern wie Burgund (F), Mittelböhmen (Tschechische Republik), Woiwodschaft Oppeln (PL) und der Staatskanzlei Rheinland-Pfalz (D).

Der Club de Strasbourg wurde 2003 gegründet. Er hat folgende Ziele: Förderung des Erfahrungsaustauschs, Beschäftigung mit Themen, die europäische Städte mittlerer und großer Größenordnung betreffen, und Lobbyarbeit bei den europäischen Institutionen zur Berücksichtigung gemeinsamer Entwicklungsschwerpunkte in großen Ballungsräumen. Die Bürgermeister treffen sich jährlich im Mai zur Vollversammlung in Straßburg. In den Bereichen Kultur, Verkehr und Nahverkehr wurden konkrete Projekte initiiert sowie Strukturfonds eingerichtet:

- Fortbildungsseminar zur Information über und zur Verwendung von Strukturfonds der Gemeinschaft vom 21. bis 23. September 2004;
- Bewerbung auf eine Ausschreibung im Bereich Nahverkehr im Rahmen des europäischen Programms URBACT und Fortbildung über Verkehr und Nahverkehr und die Verwendung von europäischen Strukturfonds;
- Einrichtung von Stipendien für Studenten und Künstler.

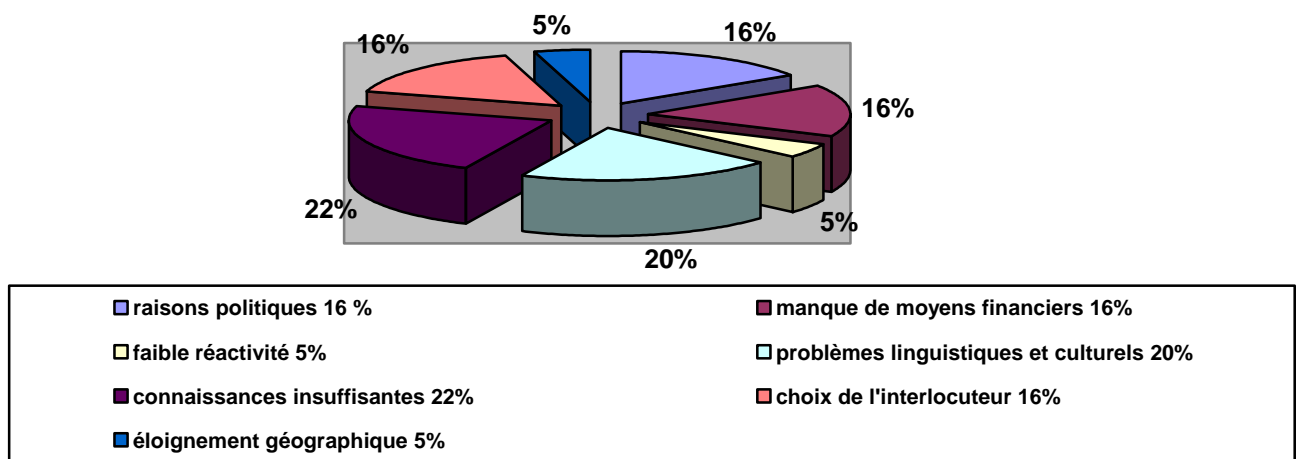
Par ailleurs, la Ville de Karlsruhe est également partenaire de différents réseaux de coopération en Europe. A titre d'exemple, on peut nommer le projet INTERREG III C CLOE – Clusters Linked Over Europe qui regroupe 7 régions d'Europe dans une logique d'échanges d'expériences entre groupes industriels et de complémentarité permettant d'améliorer leur compétitivités dans des domaines tels que l'industrie automobile, les matières plastiques ou encore l'industrie du bois.

De nombreuses collectivités font toutefois mention de difficultés rencontrées dans l'établissement ou l'animation de ces partenariats.

Ces obstacles sont principalement d'ordre pratique :

- problème linguistique ;
- connaissance insuffisante du système politique et administratif du pays partenaire ;
- raisons politiques ;
- manque de moyens financiers ;
- problème du choix de l'interlocuteur ;
- et enfin, marginalement, l'éloignement géographique et la faible implication et réactivités des personnes en charge du partenariat.

Graphique 5 : **Difficultés rencontrées dans l'établissement et l'animation des partenariats**



Perspectives d'évolution

Les perspectives d'évolution sont globalement bonnes. La plupart des collectivités annoncent un maintien et même, pour la majorité, un approfondissement des partenariats en place.

Quelques exceptions peuvent toutefois être relevées : des affaiblissements sont craints pour les partenariats suivants :

- entre La Région Alsace et la Région de Timis en Roumanie (évolution incertaine, mais quelques espoirs) ;
- entre le Canton du Jura et Hunedoara en Roumanie ;
- entre le Landkreis Breisgau Hochschwarzwald et le Komitat Csongrød en Hongrie ;
- entre le Regionalverband Mittlerer Oberrhein et la région frontalière de Brest/ Biala Podlaska (Biélorussie/Pologne).

Ces risques d'affaiblissement sont principalement dus à des facteurs politiques (instabilités et changements), linguistiques, à un manque de moyens financiers et à l'absence de contacts administratifs efficaces.

Das „4er Netzwerk der Regionalpartner“ entstand 2003 aus der Verknüpfung bestehender zweiseitiger Partnerschaften: der Partnerschaft zwischen der Staatskanzlei Rheinland-Pfalz (D) und der Woiwodschaft Oppeln (PL) sowie der Partnerschaft zwischen der Region Burgund (F) und Mittelböhmen (Tschechische Republik). Die Verknüpfung trägt zur Integration der neuen Mitgliedsstaaten in die Europäische Union bei und ermöglicht ihnen, ihr Potenzial in der Gemeinschaft zu entfalten. Konkrete Projekte werden initiiert, auch im Rahmen europäischer Programme: im Bereich Fortbildung, Kunst, Sport, Stadterweiterung und Umweltschutz.

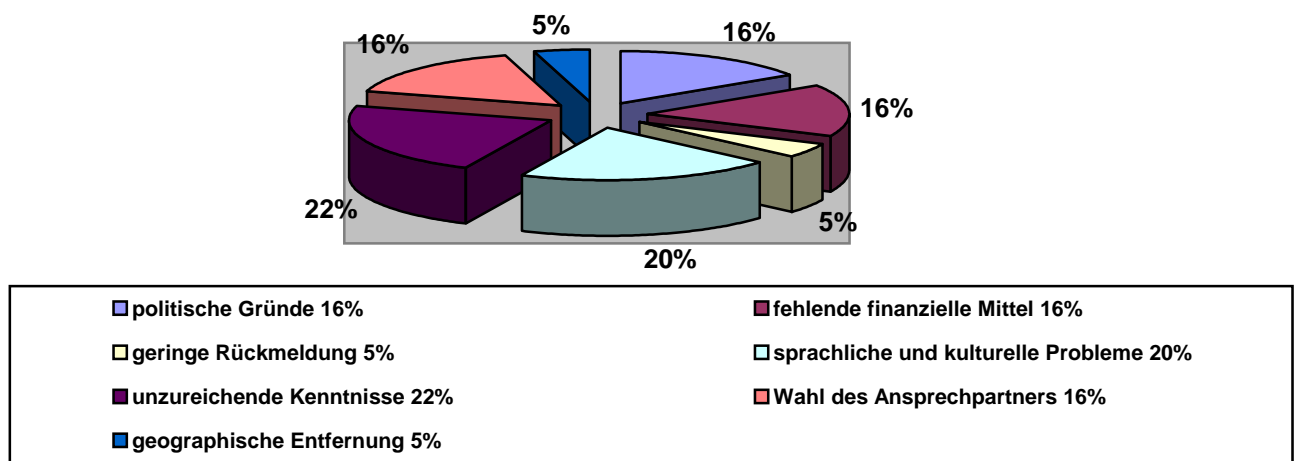
Im Übrigen ist auch die Stadt Karlsruhe in verschiedene europäische Kooperationsnetzwerke involviert. Als Beispiel sei das Projekt INTERREG III C CLOE – Clusters Linked Over Europe genannt, das 7 europäische Regionen zusammenbringt, um einen Erfahrungsaustausch zwischen sich ergänzenden Industriekonzerne zu initiieren, sowie die Wettbewerbsfähigkeit in Bereichen wie Automobil-, Kunststoff- oder Holzindustrie zu verbessern.

Zahlreiche Körperschaften geben jedoch an, dass beim Aufbau oder bei der Durchführung dieser Partnerschaften Schwierigkeiten entstanden sind.

Diese Hindernisse sind hauptsächlich praktischer Natur:

- Sprachprobleme;
- unzureichende Kenntnis des politischen und administrativen Systems des Partnerlandes;
- politische Gründe;
- fehlende finanzielle Mittel;
- Problem der Wahl eines Ansprechpartners;
- am Rande geographische Entfernung und geringes Engagement und mangelnde Rückmeldung seitens der die Partnerschaft betreuenden Personen.

Graphik 6: Schwierigkeiten beim Aufbau und bei der Durchführung von Partnerschaften



Entwicklungsperspektiven

Die Entwicklungsperspektiven sind insgesamt gut. Die meisten Körperschaften sprechen sich für eine Fortsetzung und sogar mehrheitlich für eine Vertiefung der bestehenden Partnerschaften aus.

Es gibt allerdings einige Ausnahmen: eine Entfernung wird für folgende Partnerschaften befürchtet:

A la lecture des réponses collectées il apparaît clairement qu'il existe une réelle demande de partenariats émanant de Pays de l'Est, au sens large (une quinzaine de demandes sont identifiées).

Du côté des offres de partenariats, force est de constater que la plupart des collectivités du Rhin Supérieur sont tentées de favoriser un approfondissement et une intensification de leurs coopérations plutôt qu'un élargissement à de nouvelles régions.

Seules 4 collectivités ont mentionné la possibilité de négocier un nouveau partenariat :

- la Région Alsace : petit à petit avec la Serbie (Voïvodie), avec la Bulgarie (demande de Gabrovo Stara Zagora) et demande de Zlin en République Tchèque ;
- le Canton du Jura qui est en négociation avec la Bosnie, mais le développement de nouveaux partenariats est aussi à mettre en lien avec les discussions entre la Suisse et l'Union Européenne ;
- le Canton d'Argovie va prochainement organiser une ou plusieurs visites dans les Pays Baltes, mais il n'y a, à ce stade, encore rien de défini de façon certaine ;
- la Verbandsgemeinde Kandel mentionne des contacts avec la Slovaquie mais sans que cela puisse préjuger de la conclusion future d'un partenariat.

Hypothèses de travail

Il apparaît très important de poursuivre les échanges afin de mieux se connaître et de développer les liens entre les peuples. A voir les partenariats existants et les axes de coopération exploités, il est certain qu'il existe de réelles potentialités de développement. Un approfondissement et un renforcement des partenariats en place et/ou un développement de ceux-ci serait sans doute bénéfique aux nouveaux Etats membres tout comme aux collectivités du Rhin Supérieur, principalement pour son développement économique et son rayonnement international.

Plusieurs collectivités du Rhin Supérieur sont investies dans des partenariats avec un même pays. Travailler ensemble, ou du moins échanger, permettrait d'obtenir des effets de synergie, et pourquoi pas de prétendre à certaines sources de financements communautaires. C'est le cas notamment en Pologne, où une frontière entière est couverte par des partenariats (cf. carte).

Le risque de maintenir le cloisonnement actuel et de ne pas saisir cette chance est de se voir privé d'échanges enrichissants et de moyens financiers européens.

Il conviendrait sans doute aussi de développer cette coopération dans le but de répondre conjointement à des appels à propositions de la Commission Européenne.

Dans la mesure où l'économie est un des principaux axes de coopération, la mise en place de réseaux apparaît comme une opportunité de se positionner par rapport à l'objectif de compétitivité de la politique régionale européenne. Il serait intéressant non seulement de mettre en réseau les collectivités mais aussi les agences de développement (l'ADIRA par exemple mène une politique active sur le thème des pays de l'Est).

A cet effet, travailler en réseau apparaît comme particulièrement bien adapté à la coopération interrégionale. Elle permet plus de souplesse et de flexibilité pour associer des collectivités de plusieurs pays éloignés géographiquement. Les deux exemples mis en exergue au cours de l'étude démontrent qu'il est possible de s'associer pour répondre à des appels à propositions de la Commission Européenne et de monter des projets, surtout d'échanges d'expériences et de savoirs.

- zwischen der Region Elsass und der Region Timis in Rumänien (Entwicklungsungewissheit, aber es gibt Hoffnungen);
- zwischen dem Kanton Jura und Hunedoara in Rumänien;
- zwischen dem Landkreis Breisgau Hochschwarzwald und dem Komitat Csongräd in Ungarn;
- zwischen dem Regionalverband Mittlerer Oberrhein und der Grenzregion Brest/Biala Podlaska (Weißrussland/Polen).

Diese Gefahr der Entfremdung resultiert hauptsächlich aus politischen (Instabilität und Veränderungen) und sprachlichen Faktoren, aus unzureichender finanzieller Ausstattung und dem Fehlen effizienter administrativer Kontakte.

Beim Lesen der eingesandten Antworten wird deutlich, dass es bei den osteuropäischen Ländern im weiteren Sinne einen echten Bedarf an Partnerschaften gibt (ungefähr fünfzehn Nachfragen wurden festgestellt).

Auf der Seite der Partnerschaftsangebote muss man feststellen, dass die meisten Körperschaften des Oberrheins eher eine Vertiefung und Intensivierung der bestehenden Kooperationen anstreben als eine Erweiterung um neue Regionen. Lediglich 4 Körperschaften haben die Möglichkeit einer neuen Partnerschaft erwähnt:

- die Region Elsass: nach und nach mit Serbien (Voïvodie) und mit Bulgarien (Anfrage von Gabrovo Stara Zagora), Anfrage von Zlin in der Tschechischen Republik;
- der Kanton Jura steht in Verhandlungen mit Bosnien, aber die Entwicklung von neuen Partnerschaften steht auch im Zusammenhang mit den Gesprächen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union;
- der Kanton Aargau wird in nächster Zeit den baltischen Ländern einen oder mehrere Besuche abstatten, aber es gibt zum jetzigen Zeitpunkt noch keine endgültigen, sicheren Abmachungen;
- die Verbandsgemeinde Kandel erwähnt Kontakte zur Slowakei, aus denen sich jedoch keine Vorentscheidung über den künftigen Abschluss einer Partnerschaft ableiten lässt.

Arbeitshypothesen

Es scheint sehr wichtig zu sein, den Austausch fortzusetzen, um sich besser kennen zu lernen und die Bande zwischen den Völkern zu verstärken. Sieht man sich die bestehenden Partnerschaften und Kooperationsfelder an, lässt sich zweifellos feststellen, dass es wirkliche Entwicklungspotenziale gibt. Eine Vertiefung und Verstärkung bestehender Partnerschaften und/oder ein Ausbau dieser Partnerschaften wäre zweifellos von großem Nutzen für die neuen Mitgliedsstaaten *und* für die Körperschaften des Oberrheins, hauptsächlich in Hinblick auf die wirtschaftliche Entwicklung und die internationale Reichweite von Partnerschaften.

Am Oberrhein haben sich mehrere Körperschaften in Partnerschaften mit demselben Land engagiert. Zusammenarbeiten oder sich zumindest auszutauschen ermöglicht Synergieeffekte und, warum nicht, sichert Ansprüche auf gewisse Gemeinschaftsfördergelder. Das ist insbesondere in Polen der Fall, das im Grenzbereich mit Partnerschaften „übersät“ ist (siehe Karte).

Wird die derzeitige Abkapselung beibehalten und diese Chance nicht ergriffen, besteht die Gefahr, auf einen bereichernden Austausch und europäische Fördermittel verzichten zu müssen.

Es würde sich zweifellos ebenfalls lohnen, die Zusammenarbeit mit dem Ziel auszubauen, sich gemeinsam auf Ausschreibungen der Europäischen Kommission bewerben zu können.

Il apparaît difficile de concentrer les partenariats existants sur l'idée d'un axe par partenariat ou par collectivité. En effet, la plupart des partenariats sont engagés depuis un certain temps et l'habitude a été prise de coopérer sur plusieurs thèmes.

Par contre, il serait de bon escient de rassembler autour d'une même table les collectivités qui ont tissé des partenariats avec le même pays afin de procéder à une mise en réseau, ne serait ce que par un échange d'informations, pour espérer engendrer des effets de synergie.

Peu de collectivités se montrant désireuses de conclure un ou plusieurs nouveaux partenariats, l'orientation prise serait dès lors plutôt celle d'un approfondissement des coopérations existantes. Plutôt que de multiplier les partenariats, il semblerait qu'il soit plus opportun de se concentrer sur un nombre relativement limité mais exploiter au mieux toutes les potentialités offertes. Travailler ensemble suppose de bien se connaître et d'établir des relations de confiance.

Toutefois, permettre aux pays en recherche de partenaires de se présenter pourrait susciter un intérêt auprès de certaines collectivités du Rhin Supérieur. Ce qui n'empêcherait pas d'accompagner les collectivités désireuses de tisser un partenariat, grâce à un échange avec les collectivités déjà engagées dans un tel partenariat voire avec l'appui de l'Euro-Institut.

Dans la mesure où un certain nombre de demandes émanent de Pays de l'Est non membres ou candidats à l'adhésion, il s'agirait de mieux cerner et exploiter les possibilités offertes par l'Instrument de Voisinage¹ de la Commission Européenne. En effet, l'élargissement de l'Union Européenne engendre aussi une redéfinition de la politique de relations extérieures avec les pays de l'Est devenus nos nouveaux voisins. Il s'agit de leur proposer d'ores et déjà des relations plus étroites afin de permettre la mise en œuvre de réformes politiques, économiques et institutionnelles, comme le souhaite la Commission Européenne.

Enfin, au regard des partenariats déjà en place et de la priorité affichée par la Commission Européenne, il paraîtrait opportun de s'investir en Roumanie. En effet, la Commission a fait de l'assistance à la Bulgarie et à la Roumanie une priorité absolue en vue de faciliter leur adhésion en 2007.

IMPRESSUM

Directeur de la publication: Philippe RICHERT
Rédaction: Christian SCHWARTZ
Carole MOCHEL
Anke SIEB
Martine LOQUET-BEHR

¹, La Politique Européenne de Voisinage (European Neighbourhood and Partnership Instrument - ENPI) comporte plusieurs éléments, dont l'un d'entre eux est l'Instrument de Voisinage à travers lequel la Commission Européenne souhaite harmoniser en 2007 les divers programmes existants et dont l'objectif est de soutenir et développer la coopération transfrontalière. Il s'agit notamment de créer un instrument homogène par une refonte des programmes actuels TACIS (pour l'Est) et MEDA (pour la Méditerranée). Pour toute information complémentaire, consultez le site http://www.europa.eu.int/comm/world/enp/index_en.htm

Insoweit die Wirtschaft eines der wichtigsten Kooperationsfelder ist, stellen Partnerschaften eine Gelegenheit dar, sich im Hinblick auf das Ziel Wettbewerbsfähigkeit in der europäischen Regionalpolitik zu positionieren. Es wäre interessant, nicht nur Körperschaften zu vernetzen, sondern auch Entwicklungsagenturen (ADIRA zum Beispiel macht eine aktive Politik zum Thema „osteuropäische Länder“).

Netzwerkarbeit scheint für die interregionale Kooperation somit besonders geeignet zu sein. Die Vernetzung ermöglicht mehr Wendigkeit und Flexibilität beim Zusammenschluss von Körperschaften mehrerer geographisch entfernter Länder. Die beiden dieser Studie als Motto vorangestellten Beispiele beweisen, dass es möglich ist, sich für die Bewerbung auf Ausschreibungen der Europäischen Kommission zusammenzuschließen und Projekte – insbesondere zum Austausch von Erfahrungen und Wissen – zu initiieren.

Es ist schwierig, die bestehenden Partnerschaften auf ein Kooperationsfeld pro Partnerschaft oder pro Körperschaft einschränken zu wollen. In der Tat bestehen die meisten Partnerschaften schon seit einiger Zeit und kooperieren auf mehreren Gebieten.

Es wäre allerdings von Vorteil, diejenigen Körperschaften, die mit demselben Land Partnerschaften geknüpft haben, um einen Tisch zu versammeln, um eine Vernetzung herbeizuführen, und sei es nur durch Informationsaustausch, in der Hoffnung, Synergieeffekte hervorzurufen.

Wenige Körperschaften haben Interesse daran, eine oder mehrere neue Partnerschaften einzugehen, der Trend geht zur Zeit eher zu einer Vertiefung bestehender Partnerschaften. Statt die Zahl der Partnerschaften zu vergrößern, wäre es angemessener, sich auf eine relativ begrenzte Anzahl zu konzentrieren, aber deren Potenzial komplett auszuschöpfen. Zusammenarbeiten setzt voraus, dass man sich gut kennt und Beziehungen auf Vertrauensebene knüpft.

Ermöglicht man den Ländern auf Partnersuche jedoch, sich vorzustellen, könnte dies bei manchen Körperschaften des Oberrheins Interesse auslösen. Eine Begleitung der Körperschaften, die eine neue Partnerschaft eingehen wollen, wäre dadurch nicht ausgeschlossen und könnte durch den Austausch mit Körperschaften, die sich bereits in einer solchen Partnerschaft engagieren, sowie mit Unterstützung des Euro-Institutes erfolgen.

Da eine gewisse Anzahl von Anfragen aus osteuropäischen Ländern kommt, die nicht Mitglieder oder Beitrittskandidaten sind, sollten die durch das Nachbarschaftsinstrument² der Europäischen Kommission geschaffenen Möglichkeiten besser herausgearbeitet und ausgeschöpft werden. In der Tat hat die Erweiterung der Europäischen Union auch eine Neubestimmung der politischen Beziehungen zu den osteuropäischen Ländern, die unsere neuen Nachbarn geworden sind, zur Folge. Es geht darum, ihnen bereits jetzt engere Beziehungen anzubieten, um politische, wirtschaftliche und institutionelle Reformen umzusetzen, wie es die Europäische Kommission wünscht.

Schließlich wäre es angesichts der bereits bestehenden Partnerschaften und der von der Europäischen Kommission erklärten Priorität von Vorteil, sich in Rumänien zu engagieren. In der Tat hat die Unterstützung Bulgariens und Rumäniens für die Kommission absoluten Vorrang, da dadurch der Beitritt dieser Länder im Jahre 2007 erleichtert werden soll.

² Die Europäische Nachbarschaftspolitik (European Neighbourhood and Partnership Instrument – ENPI) besteht aus mehreren Elementen, von denen eines das Nachbarschaftsinstrument ist, mit dessen Hilfe die Europäische Kommission im Jahre 2007 die verschiedenen bestehenden Programme harmonisieren möchte und dessen Ziel die Förderung und der Ausbau der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit ist. Es handelt sich darum, ein homogenes Instrument zu schaffen, um die aktuellen Programme TACIS (für den Osten) und MEDA (für das Mittelmeer) zu verschmelzen. Weitere Informationen erhalten Sie auf der Website http://www.europa.eu.int/comm/world/enp/index_en.htm.

Annexe 1 : Tableau récapitulatif des partenariats

Pays de l'Est	Nombre de partenariats	Nom des collectivités partenaires	
Slovaquie	1	Bratislava	Stadt Karlsruhe
Pologne	14	Opole	Staatskanzlei Rheinland Pfalz
		Olsztyn	Stadt Offenburg
		Basse Silésie	Région Alsace
		Lubliniec	Stadtverwaltung Lörrach
		Sierodz	Gaggenau
		Powiat de Wroclaw	Département du Haut-Rhin
		Pologne/Biélorussie (région frontalière de Brest/ Biala Podlaska)	Regionalverband Mittlerer Oberrhein
		Beskidy	Regio Pamina
		Silésie de Cieszyn	Regio Pamina
		Silesia	Regio Pamina
		Haute Silésie	Département du Bas-Rhin
		Sopot	Stadtverwaltung Frankenthal
		Drezdenko	Stadt Wörth am Rhein
		Kozmin Wielkopolski	Bellheim
Hongrie	5	Győr	Ville de Colmar/ Stadt Karlsruhe
		Gerjen	Ortsgemeinde Leinsweiler
		Csongrød	Landkreis Breisgau-Hochschwarzwald
		Csenger	Hauenstein
		Budapest	Stadt Karlsruhe
Lettonie	1	Région de Vidzeme	Département du Bas Rhin

Pays de l'Est	Nombre de partenariats	Nom des collectivités partenaires	
Roumanie	8	Hunedoara	République et Canton du Jura
		Miercurea/ Ciuc	Gemeindeverwaltung Riehen
		Timisoara	Ville de Mulhouse
		Judet de Prahova	Département du Bas-Rhin
		Blaj	Alschwill
		Timisoara	Stadt Karlsruhe
		Timis (Ouest)	Région Alsace
		Diträu	Gemeinde Aesch
République Tchèque	1	Karlovy Vary	Stadt Baden Baden
Biélorussie/Pologne	1	Biala Podlaska / Brest (BL)	Stadt Karlsruhe, Regionalverband Mittlerer Oberrhein
Ukraine	3	Lviv	Stadt Freiburg
		Wischgogrod	Stadt Lörrach
		Jalta	Stadt Baden Baden
Russie	1	Véliky-Novgorod	Ville et Communauté Urbaine de Strasbourg

Réseaux existants
Club de Strasbourg : réunit 35 villes des 10 nouveaux pays membres plus la Roumanie et la Bulgarie.
4er Netzwerk : associe les partenaires régionaux de Bourgogne, Bohème Centrale, Voïvodie Opole et la Staatskanzlei Rheinland-Pfalz.

Collectivités du Rhin Supérieur	Nombre de partenariats	Nom des collectivités partenaires
Gemeinde Alschwill im Kanton Baselland	1	Blaj (R)
Gemeinde Aesch	1	Diträu (R)
Stadt Wörth am Rhein	1	Drezdenko (PL)
Ortsgemeinde Bellheim	1	Kozmin Wielkopolski (PL)
Stadt Karlsruhe	5	Biala Podlaska/ Brest (BL), Timisoara (R), Bratislava (S), Ville de Györ (H), Budapest (H)
Région Alsace	2	Timis (Ouest) (R), Basse Silésie (PL),
Ville de Mulhouse	1	Timisoara (R)
Stadt Gaggenau	1	Sierodz (PL)
Stadt Lörrach	2	Lubliniec (P), Wischogrod (U)
Staatskanzlei Rheinland Pfalz	1	Voïvodie Opole (PL)
Stadt Freiburg	1	Lviv (U)
Ville de Colmar	1	Györ (H)
Stadt Offenburg	1	Olsztyn (PL)
Canton du Jura	1	Hunedoara (R)
Ville de Strasbourg et CUS	1	Véliky-Novgorod (Russie)
Stadt Riehen	1	Miercurea Ciuc (R)
Stadt Frankenthal	1	Sopot (PL)
Département du Haut Rhin	1	Powiat de Wroclaw (PL)
Département du Bas Rhin	3	Haute Silésie (PL), Judet de Prahova (R), Région de Vidzeme (L)
Landkreis Breisgau Hochschwarzwald	1	Komitat de Csongräd (H)
Stadt Baden Baden	2	Karlovy Vary (T), Jalta (U)
Regionalverband Mittlerer Oberrhein	1	Biala Podlaska/ Brest (BL)
Hauenstein	1	Csenger (H)
Gemeinde Leinsweiler	1	Gerjen (H)
Regio Pamina	1	Beskidy (PL)
Regio Pamina	1	Silésie de Cieszyn(PL)
Regio Pamina	1	Silesia (PL)

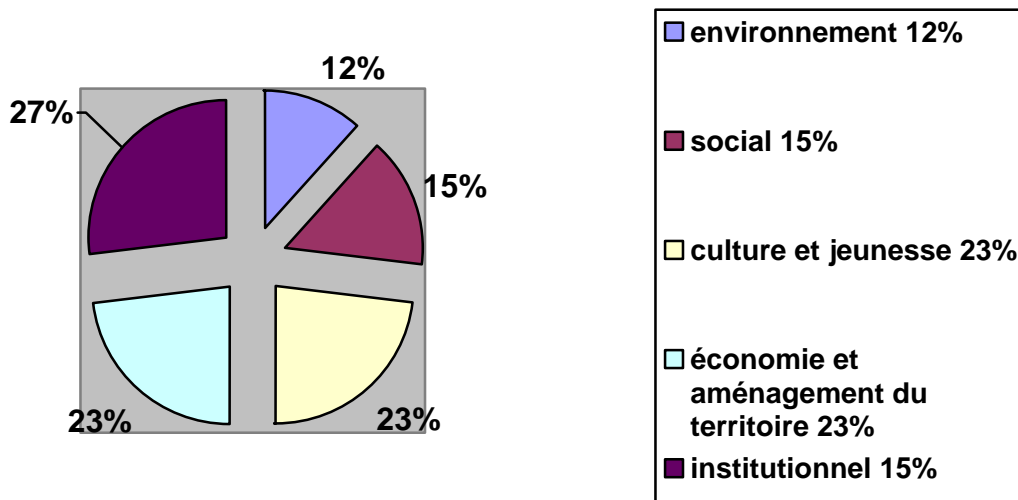
Structures Transfrontalières		Régions	Précisions
GLCT Regio Pamina	3	Eurorégion Beskidy (Pologne) Eurorégion Silésie de Cieszyn (Pologne) Eurorégion Silésia (Pologne)	Eurorégions à la frontière entre la Hongrie et la Slovaquie pour des axes autour de la culture et du tourisme.
GLCT Euro-Institut	3	<ul style="list-style-type: none"> • 3 eurorégions silésiennes (PL) : Beskidy, Cieszyn et Silésia. • Accueil de délégations de frontières extérieures de l'UE (Roumanie, Moldavie...). • Interventions dans les écoles politiques de Pays de l'Est dans le cadre du Conseil de l'Europe. 	<ul style="list-style-type: none"> • Volonté des responsables politiques des eurorégions de s'engager vers une collaboration avec l'Euro-Institut en partenariat avec le GLCT Regio Pamina. • Perspectives pour les interventions dans le cadre du Conseil de l'Europe mais sans possibilité de financement.

Pays de l'Est	Nombre de sollicitations	Collectivités sollicitées
Serbie	1	Région Alsace
Slovaquie	1	Canton du Jura, Région Pamina
Géorgie	1	Canton du Jura
Slovénie	1	Canton du Jura
Croatie	1	Canton du Jura
République Tchèque	2	Stadt Lörrach, Région Alsace
Biélorussie	1	Stadt Offenburg
Bulgarie	3	Région Alsace, Stadt Lörrach, Ville de Fliven qui recherche un partenaire en Allemagne
Pologne	1	Stadt Lörrach

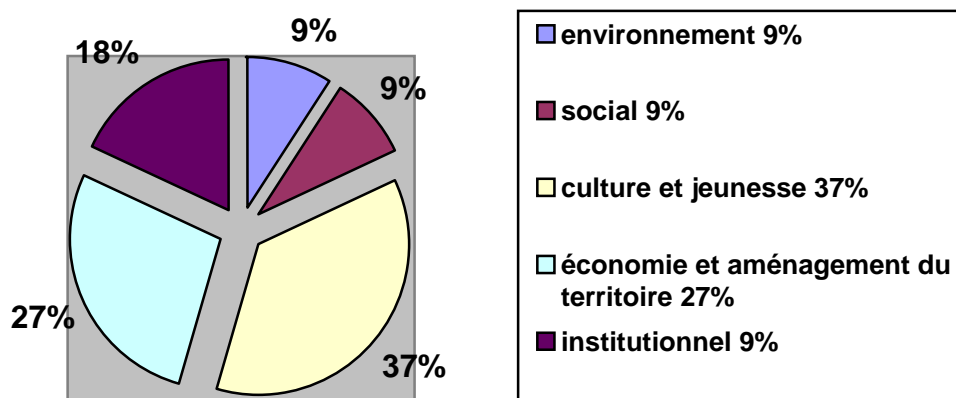
Collectivités du Rhin-Supérieur	Nombre de partenariats envisagés	Partenaires potentiels
Canton de Jura	2	Bosnie, Roumanie
Région Alsace	2	Zlin/République Tchèque, Gabrovo/Bulgarie
Canton d'Argovie	1	Pays-Baltes

Annexe 2 : Répartition des axes de coopération par pays

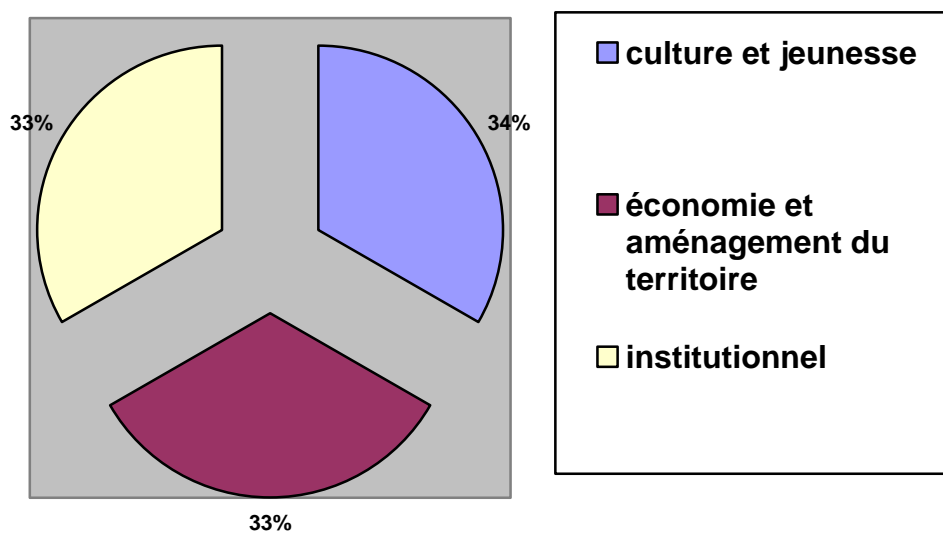
Pologne :



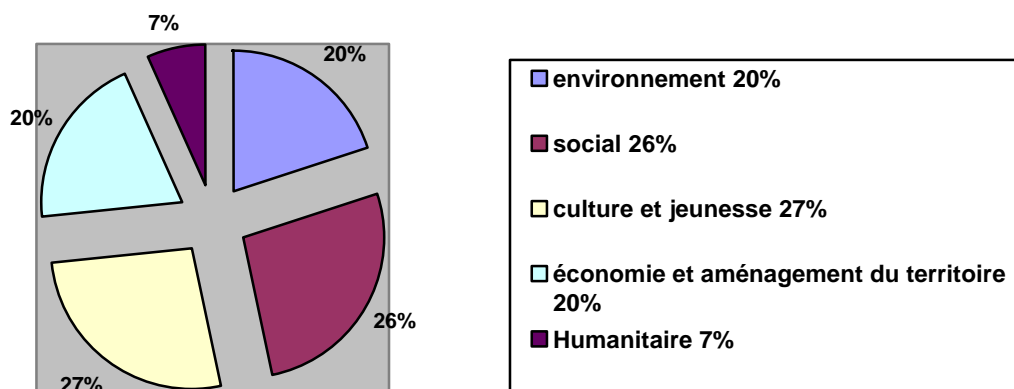
Hongrie :



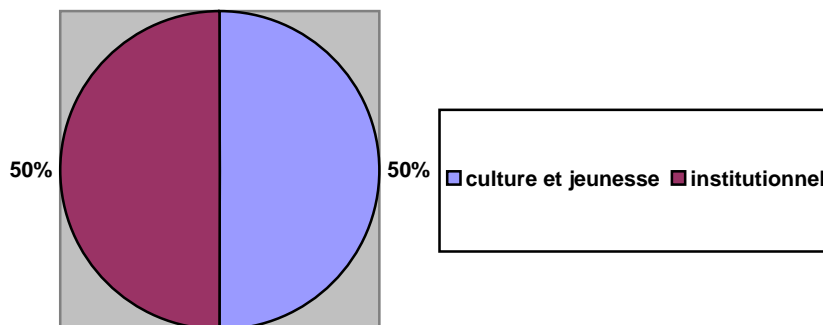
Lettonie :



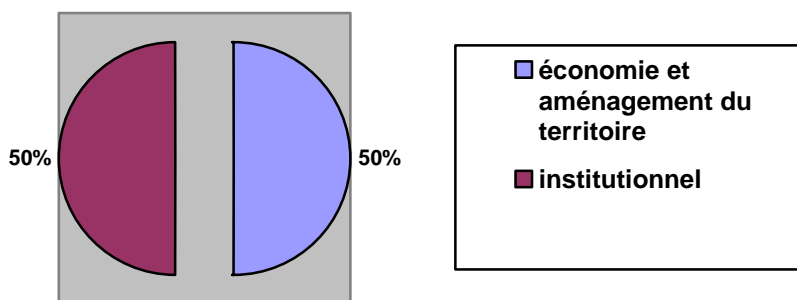
Roumanie :



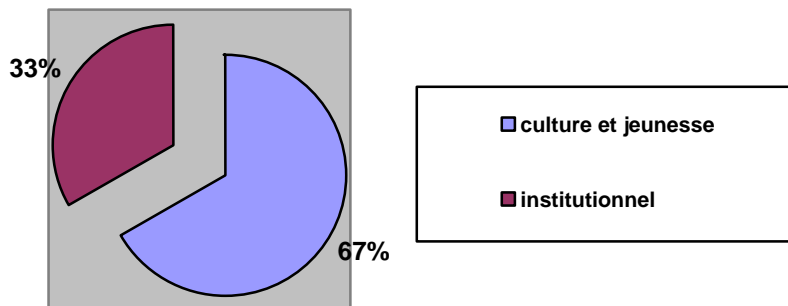
République Tchèque :



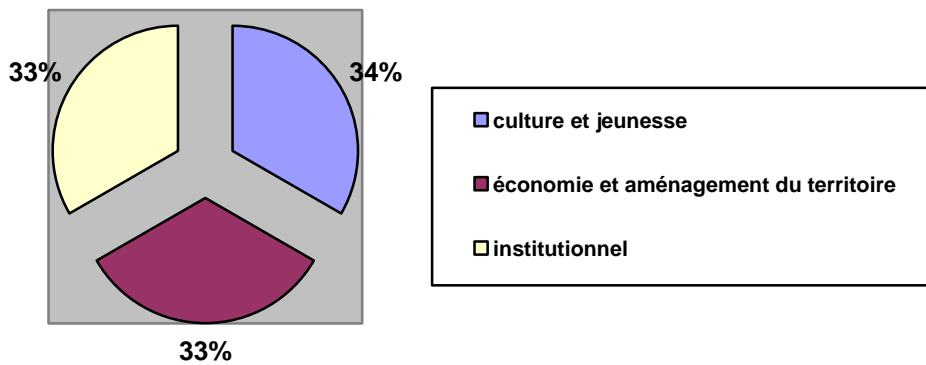
Biélorussie/Pologne :



Ukraine :

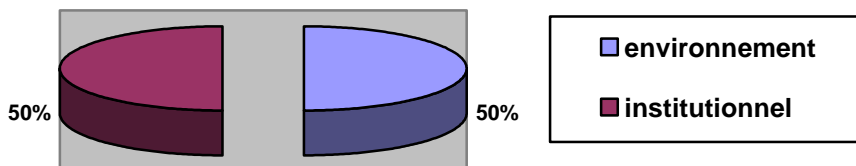


Russie :

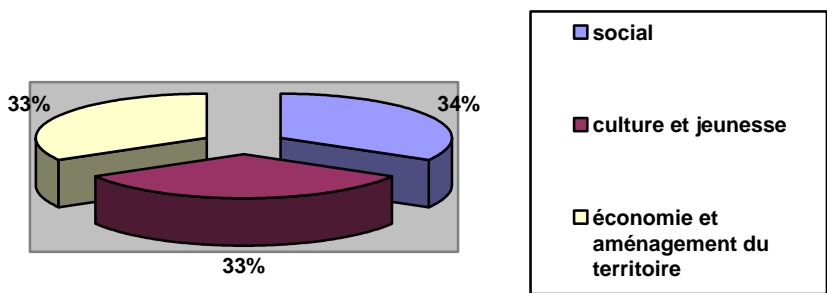


Annexe 3 : répartition des axes de coopération par collectivité du Rhin Supérieur

Région Alsace :



Ville de Mulhouse :



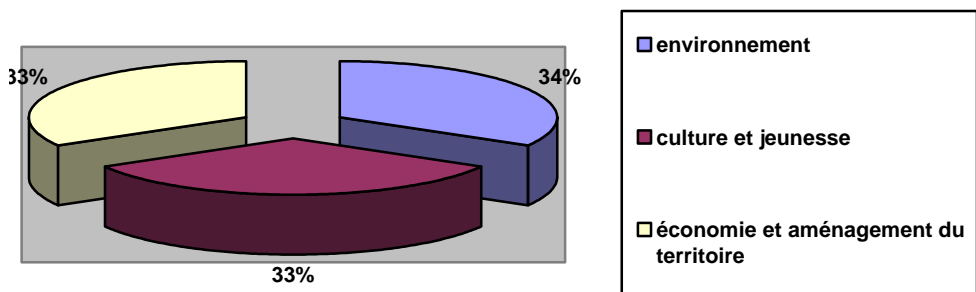
Stadt Gaggenau : uniquement culture et jeunesse

Stadt Lörrach : uniquement culture et jeunesse

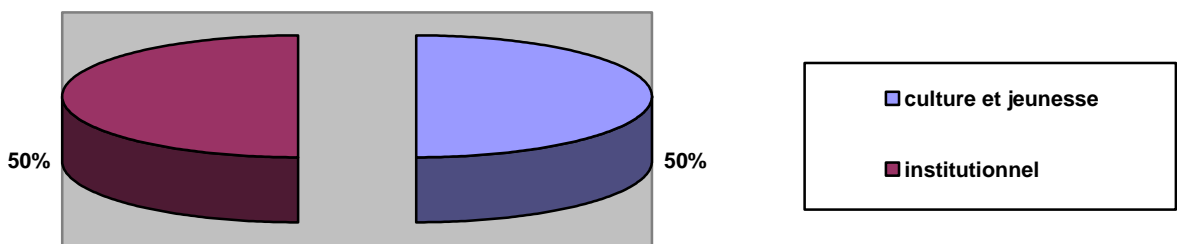
Stadt Baden Baden : uniquement culture et jeunesse

Canton du Jura : uniquement social et jeunesse

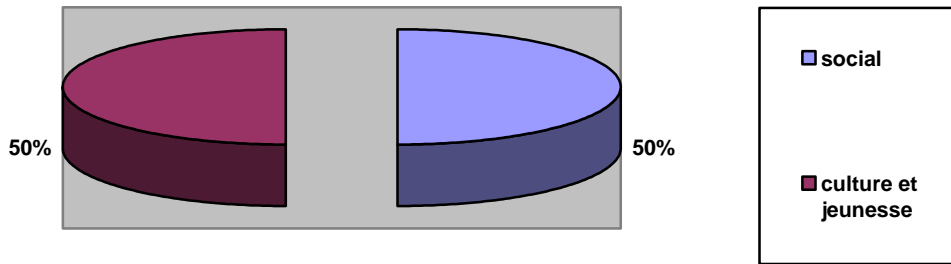
Staatskanzlei Rheinland Pfalz :



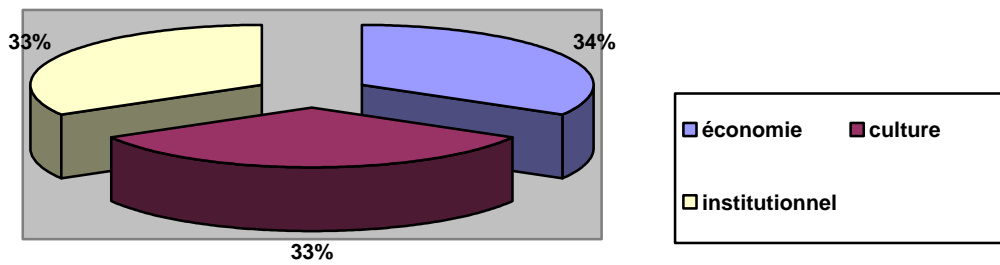
Stadt Freiburg :



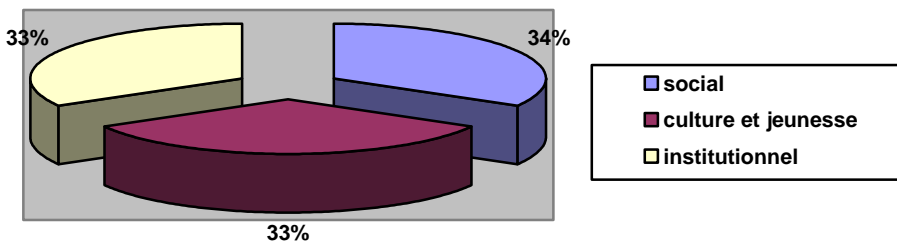
Stadt Frankenthal :



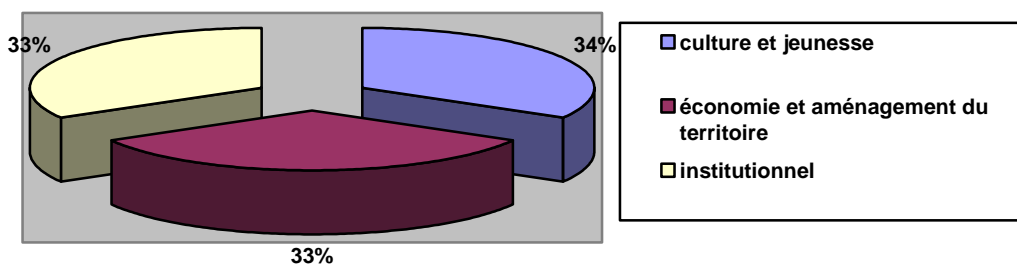
Gemeinde Leinsweiler :



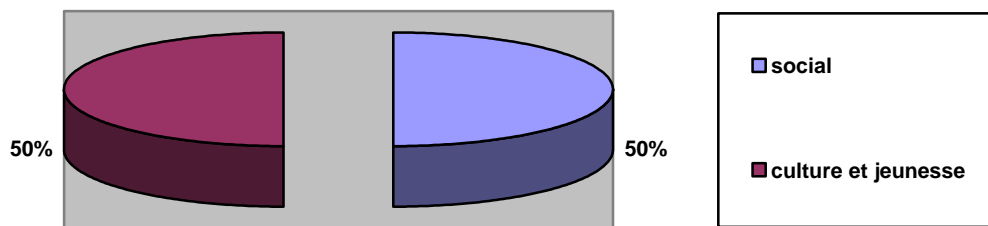
Ville de Colmar :



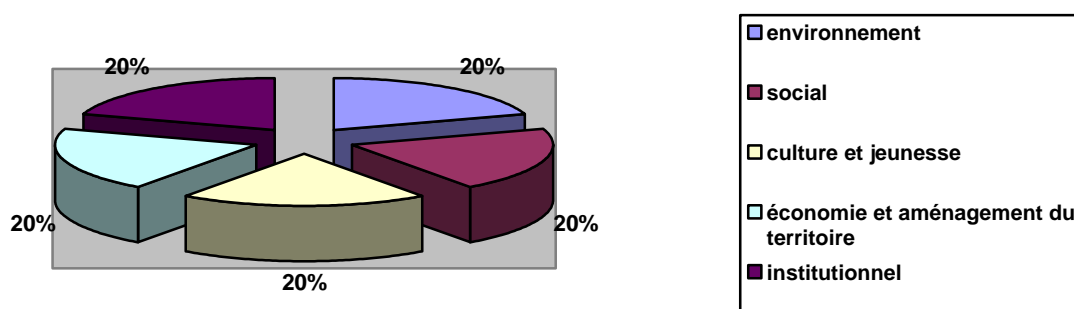
Ville de Strasbourg et CUS :



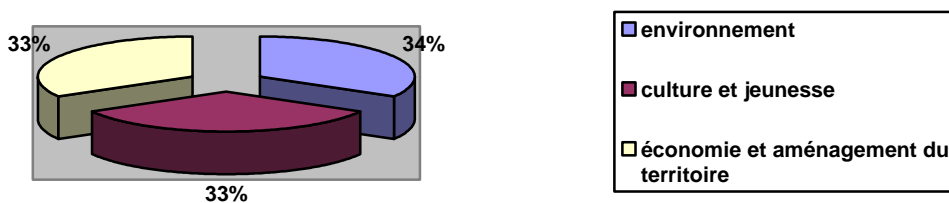
Stadt Riehen :



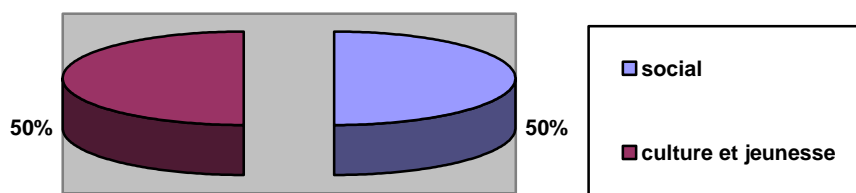
Département du Haut Rhin :



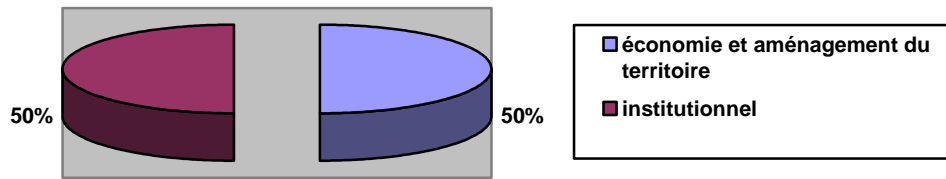
Landkreis Breisgau Hochschwarzwald :



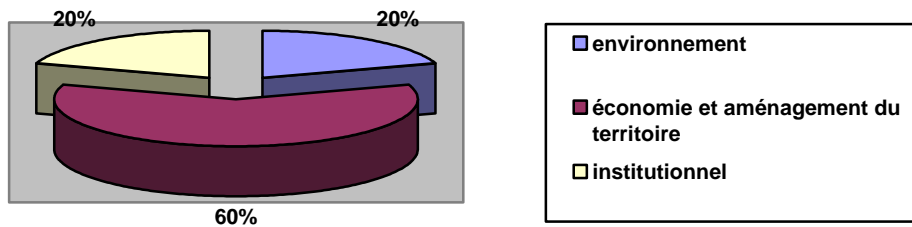
Stadt Offenburg :



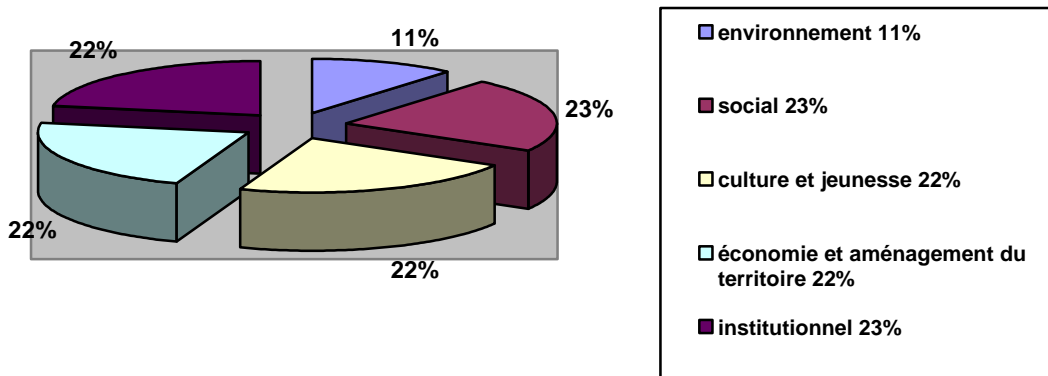
Regionalverband Mittlerer Oberrhein :



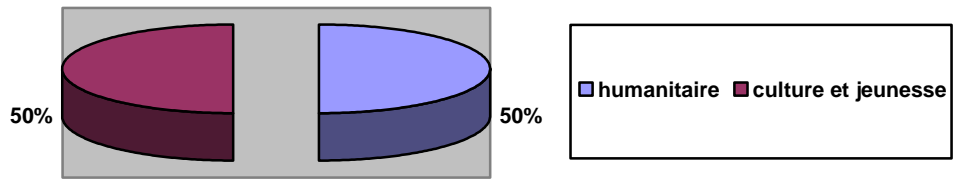
GLCT Regio Pamina :



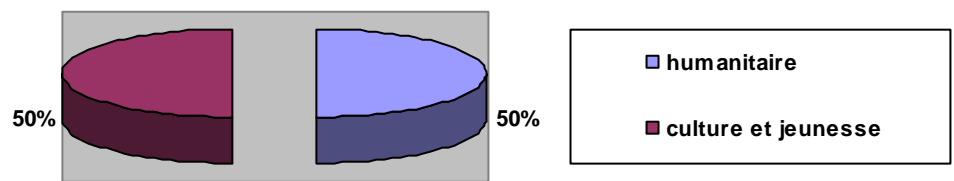
Département du Bas Rhin :



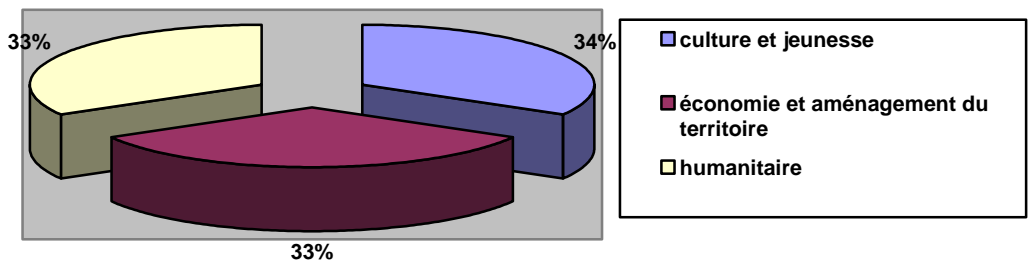
Gemeinde Alschwill im Kanton Baselland :



Gemeinde Aesch :



Stadt Karlsruhe :



Euro-Institut : uniquement angle institutionnel (formation d'agents et transfert de savoir faire).